

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

Dossier

N° 385 du 12.09

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### Sommaire

Tiré à part

Une pétition d'une million de signatures contre le siège imposé à Gaza.

Les Etats-unis refusent la livraison d'armes "offensives" à Israël.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Un journaliste israélien dit tout simplement la vérité au sujet de la "justice" israélienne.

2 Les brèves

2-1 Houssein Khedhr: Les citoyens vont se révolter contre ceux qui coopèrent avec l'occupation.

2-2 Des colons accusés d'annexions sauvages en Cisjordanie.

2-3 Aucun accord sur les six points de négociations israélo-palestiniennes, selon Mahmoud Abbas.

2-4 Des réfugiés palestiniens bloqués en Iraq doivent s'envoler lundi pour l'Islande.

### 3 Dossier

3-1 Point de Reuters : Les colons israéliens se réjouissent du départ d'Ehud Olmert.

3-2 Point de vue de 'IRIN' : Recrudescence des violences des colons Israéliens contre les Palestiniens.

3-3 Point de vue de Hamami : Droit au retour.

3-3 Point de vue de 'Le Monde' : Gaza connaît la plus grave crise humanitaire de son histoire.

3-4 Point de vue de Jeff Halper : La communauté internationale, par l'intermédiaire des Nations unies, a imposé des sanctions économiques à Gaza, ce qui constitue un acte illégal .

3-5 Point de vue de Khaled Amayreh : libération de Gilad Shalit un marchandage difficile.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Le gouvernement des Etats-Unis fait bénéficier les colons juifs d'allègements fiscaux

4-2 Saed Bannoura : La double souffrance des gardiens de troupeau palestiniens.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie

5-1 Analyse de Raymond Richa : Les manœuvres sarkoziennes sont loin d'être innocentes

5-2 Analyse de Sami Aburoza : La logique trompeuse de « la paix par l'économie »

5-3 Analyse d'un palestinophile français : Le futur des Palestiniens.

5-4 Fadlallah : La France est probablement plus fidèle à Israël qu'à ses propres intérêts.

---

## Tiré a part

### Une pétition d'une million de signatures contre le siège imposé à Gaza.

La campagne internationale contre le siège imposé à Gaza a déclaré, dimanche qu'elle allait soumettre une pétition d'une million de signatures au secrétaire général de l'ONU M Ban Ki-moon, réclament la levée du siège. Dr Iyad As-Sarraj, membre de la campagne a souligné que le but de cette pétition c'est de faire pression sur la communauté internationale pour agir et mettre un terme à la politique de punition collective infligée aux Gazaouis, par Israël.

La pétition explique à l'ONU les 'conséquences négatives entraînées par le blocus inhumain dans la Bande de Gaza, où les taux du chômage et de la pauvreté ont augmenté remarquablement. A cela s'ajoute la détérioration de services offerts par les structures de la santé en raison du manque des soins appropriés.'

Les signataires demandent à l'ONU d'assumer ses responsabilités légales et morales envers 1.5 million Palestiniens assiégés à Gaza.

7/9/ WAFA

---

### Les Etats-unis refusent la livraison d'armes "offensives" à Israël.

Washington a rejeté la demande de livraisons de bombes anti-bunker et d'appareils de ravitaillement en vol. Les États-Unis auraient également refusé d'accorder à l'Etat hébreu une autorisation de survol de l'Irak, dont l'espace aérien permettrait aux avions israéliens d'accéder plus rapidement à l'Iran. Pour compenser le refus de la demande israélienne d'armes «offensives», les États-Unis ont tout de même accepté de renforcer les défenses israéliennes.

'Infolive.tv

11-09

---

## 1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

### 1-1 Un journaliste israélien dit tout simplement la vérité au sujet de la "justice" israélienne.

En Israël, les institutions de défense des lois (police, juge d'instruction, Cour) n'offrent pas un système qui donne les mêmes droits à tous. Les Arabes sont traités toujours plus durement

Justice ou Apartheid en Israël

Un journaliste israélien dit tout simplement la vérité au sujet de la "justice" israélienne. En Israël, les institutions de défense des lois (police, juge d'instruction, Cour) n'offrent pas un système qui donne les mêmes droits à tous. Les Arabes sont traités toujours plus durement.

Un enfant arabe qui lance une pierre à une voiture sera puni bien autrement qu'un enfant juif coupable du même acte. L'armée israélienne ne se presse pas pour enquêter sur les crimes perpétrés par les colons contre les Palestiniens alors qu'elle donne la plus haute priorité à une attaque contre un juif. Si le contrevenant à l'ordre et à

la loi est un arabe, alors, les officiers de police israéliens ont la gâchette facile. Leur arme se déclenche presque toute seule quand elle vise un arabe.

Le système légal d'Israël permet injustice et discrimination. C'est un état flagrant d'apartheid et personne ne dit rien. La Haute Cour de Justice d'Israël émet des jugements et décisions de droit mais ils sont ignorés impunément par les institutions de défense.

Quelques exemples : Les Boucliers Humains sont interdits: l'armée continue pourtant à utiliser des civils palestiniens lors de l'arrestation de suspects. La torture est interdite : Le service de sécurité (Shin Bet) l'utilise encore. Aménagements demandés dans le tracé du mur de séparation: l'armée les ignore. Pourquoi rendre la vie moins difficile à des Palestiniens ?

En Cisjordanie, les colons israéliens partent en expédition punitive contre les civils palestiniens. C'est pratiquement tous les jours qu'un pogrom fait des dégâts. Les colons armés se déplacent partout, semant la terreur dans la population. Ils ont une immunité totale : aucune arrestation, aucune investigation de leurs crimes, aucun jugement ne les attend.

L'établissement légal d'Israël reste silencieux. Les responsables du droit ferment les yeux et se bouchent les oreilles. Ils ne voient rien, n'entendent rien. Ils ne font pas leur devoir d'exposer ces crimes racistes.

Et c'est ainsi qu'un pays glisse dans l'apartheid.

Adapté de l'article « lumière sur un mal considéré comme mineur » du journaliste israélien Gideon Levy et publié par le prestigieux quotidien israélien Ha'aretz le 3 août 2008.

[http://www.pajumontreal.org/paju\\_fr/?/QUE-CESSE-L-OCCUPATION-Bulletin-de-PAJU-No-394-29-aout-2008-Justice-ou-Apartheid-en-Israel](http://www.pajumontreal.org/paju_fr/?/QUE-CESSE-L-OCCUPATION-Bulletin-de-PAJU-No-394-29-aout-2008-Justice-ou-Apartheid-en-Israel)

---

## 2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 Housseem Khedhr: Les citoyens vont se révolter contre ceux qui coopèrent avec l'occupation.

Housseem Khedhr le célèbre dirigeant du mouvement du Fatah, libéré dernièrement des prisons de l'occupation, a protesté contre les services sécuritaires du président de l'autorité, Mahmoud Abbas.

"Les services de sécurité de l'autorité poursuivent leurs grandes coopérations et coordinations avec les services de renseignements israéliens dans le but de garantir la sécurité des occupants aux dépens de la souffrance du peuple palestinien", a affirmé Housseem Khedhr, lors d'une déclaration de presse avec le journal hébreu "Haaretz".

"Les conséquences des négociations avec l'occupation sont devenues pires que jamais, alors que l'entité sioniste n'a rien présenté au négociateur palestinien, malgré les offres et les concessions d'Abbas à l'occupation, aux dépens de la question palestinienne légitime", a-t-il souligné.

Il a fortement condamné la position de son mouvement contre les efforts justes du Hamas, et il a souligné que le Fatah agresse le Hamas, ainsi que ses institutions et ses agences de presse. Il a affirmé qu'il a lui-même été victime des coopérations des services de l'autorité palestinienne avec l'occupation israélienne.

Ramallah - CPI 9/9

---

### 2-2 Des colons accusés d'annexions sauvages en Cisjordanie.

Des colons juifs ont confisqué en Cisjordanie des milliers d'hectares de terre qui ne leur étaient pas destinés, certains étant même la propriété de Palestiniens, selon un groupe israélien de défense des droits de l'homme. Dans un rapport publié jeudi, l'organisation B'Tselem affirme que certains colons ont saisi un territoire jusqu'à deux fois et demi plus grand que celui qui leur était alloué en installant des clôtures ou en ayant recours à la violence pour chasser les Palestiniens.

B'Tselem explique qu'elle ne peut donner de chiffres précis du nombre d'hectares confisqués dans la mesure où, dans la majeure partie des cas, les contrevenants ne sont pas sanctionnés et aucun document n'est disponible à ce sujet.

Interrogée sur ce rapport, l'armée israélienne a déclaré avoir établi des zones de sécurité autour des colonies juives de Cisjordanie afin de prévenir des attentats, ajoutant que toute construction dans ces zones était donc illégale.

Pour Saëb Erekat, négociateur palestinien dans les discussions de paix avec Israël, l'attitude de ces colons relève du vol pur et simple. "Soit nous parlons d'une solution négociée à deux Etats, israélien et palestinien, sans plus aucune colonie, soit la colonisation se poursuit et nous arrêtons de parler d'une solution à deux Etats", a-t-il dit à Reuters.

Le rapport cite l'exemple d'un groupe de 12 habitations installées à l'est de la barrière de sécurité érigée en Cisjordanie. A cet endroit, B'Tselem évoque une annexion de facto de 455 hectares de terre motivée par un plan spécial de sécurité qui a permis de doubler la surface allouée aux colons.

Le rapport précise que la moitié de cette surface était auparavant la propriété privée de Palestiniens.

"La fermeture des terres autour des colonies porte surtout préjudice aux agriculteurs palestiniens, qui doivent surmonter des obstacles bureaucratiques quasi infranchissables pour atteindre leurs terrains. Par conséquent, beaucoup sont contraints d'arrêter leurs cultures", écrit B'Tselem.

L'organisation ajoute que, dans de nombreux cas, les autorités israéliennes ferment les yeux sur la pose de clôtures non autorisées et ne punissent pas les colons fautifs. Quelque 70.000 colons vivent à l'est de la barrière de sécurité.

Cette semaine, le vice-Premier ministre israélien Haim Ramon a présenté un projet d'indemnisation à destination des colons qui accepteraient de quitter volontairement leurs habitations de Cisjordanie.

La question des colonies de peuplement juives pèse sur les négociations israélo-palestiniennes relancées depuis la conférence d'Annapolis, aux Etats-Unis, en novembre dernier.

Israël veut conserver plusieurs blocs de colonies aux termes d'un futur accord de paix. Les Palestiniens jugent cette volonté incompatible avec leur objectif d'obtenir un Etat viable.

(Reuters 13-03) -

Ori Lewis, version française Clément Dossin et Guy Kerivel

---

## 2-3 Aucun accord sur les six points de négociations israélo-palestiniennes, selon Mahmoud Abbas.

En neuf mois de négociations, Israéliens et Palestiniens n'ont réussi à se mettre d'accord sur aucun des six points discutés, déclare le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas dans un entretien publié vendredi par le quotidien israélien "Haaretz".

"Je ne peux pas dire qu'il y a eu d'accord ne serait-ce que sur un sujet", déclare Abou Mazen dans cette interview accordée à l'occasion du 15ème anniversaire des Accords d'Oslo.

Israéliens et Palestiniens espéraient parvenir à un accord d'ici la fin de l'année 2008 mais les négociations semblent avoir peu progressé. Ils ont depuis quasiment renoncé à cette date-but.

Confronté à de nombreuses accusations de corruption, le Premier ministre israélien Ehoud Olmert ne briguera pas la tête de son parti Kadima le 17 septembre prochain. Il restera probablement en fonctions jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement soit formé ou que de nouvelles législatives soient organisées.

Mahmoud Abbas a promis de travailler avec son successeur. "Nous respecterons la décision du public israélien. Nous négocierons avec tout Premier ministre élu en Israël".

L'un des points d'achoppement des négociations est le droit au retour des réfugiés palestiniens. "Nous comprenons que si les cinq millions de réfugiés rentrent chez eux, l'état d'Israël sera détruit", déclare Abou Mazen.

Il souhaite cependant que l'Etat hébreu reconnaisse sa responsabilité dans la genèse du problème et envisage une solution pratique. Il se dit prêt à accepter qu'Israël ne reprenne qu'un "nombre raisonnable" de réfugiés. "Les Palestiniens qui ne rentrent pas en Israël pourront venir en Palestine". AP

12-09

---

## 2-4 Des réfugiés palestiniens bloqués en Iraq doivent s'envoler lundi pour l'Islande.

Un groupe de 29 réfugiés palestiniens bloqués depuis deux ans dans un camp de fortune dans le désert à la frontière entre l'Iraq et la Syrie sont prêts à partir lundi pour démarrer une nouvelle vie en Islande, a annoncé vendredi le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNCHR).

Le groupe comprend des femmes, dont plusieurs ont perdu leur mari lors du conflit en Iraq, et leurs enfants. Etant donné leur état de vulnérabilité, le HCR a jugé que leur réinstallation en Islande était la seule option.

L'Islande accueille entre 25 et 30 réfugiés chaque année et ce pays s'est récemment concentré sur la réinstallation de femmes seules et de mères célibataires avec leurs enfants. Au cours des dernières années, ce pays a accueilli des réfugiés de Colombie, des Balkans, dont des Kosovars.

Environ 2 300 Palestiniens vivent dans des conditions désespérées dans deux camps de réfugiés le long de la frontière entre l'Iraq et la Syrie - Al Waleed en Iraq et Al Tanf dans le no-man's land entre les frontières iraquienne et syrienne. Sur environ 34 000 Palestiniens qui vivaient en Iraq en 2003, quelque 10 000 à 15 000 d'entre eux resteraient encore dans le pays. Le camp d'Al Waleed héberge actuellement plus de 1 400 réfugiés, alors que le camp d'Al Tanf a doublé de taille depuis octobre 2007, avec quelque 900 réfugiés.

Un autre groupe de 155 Palestiniens d'Al Tanf doit être bientôt réinstallé en Suède, a ajouté le HCR.

<http://french.wafa.ps/?action=detail&id=4495>

7 septembre

---

## 3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 3-1 Point de Reuters : Les colons israéliens se réjouissent du départ d'Ehud Olmert.

Le président du conseil représentatif des colons Yesha, la principale organisation de colons en Cisjordanie, ne regrettera pas la démission du Premier ministre Ehud Olmert.

Maale Shomron, où vit Dani Dayan, est une des implantations de peuplement isolées que le chef du gouvernement se propose d'évacuer dans le cadre d'un éventuel accord de paix avec les Palestiniens.

Dans une interview à Reuters, Dani Dayan estime que le prochain départ d'Olmert, qui a promis de démissionner dans la foulée de l'élection de son successeur à la tête du parti Kadima le 17 septembre, permettra à ce plan d'être "jeté dans les poubelles de l'histoire".

Mais cet homme d'affaires et enseignant d'origine argentine, âgé de 52 ans, se méfie encore : "Je ne suis pas du tout serein. Nous pourrions finir par refaire une erreur colossale."

Pour le président du conseil Yesha, la première erreur d'Israël fut de se retirer de la bande de Gaza en 2005. Cinq mille colons avaient alors quitté le territoire côtier. Ce retrait fut suivi par la montée en puissance du mouvement islamiste Hamas, qui contrôle l'enclave désormais.

Environ 200 familles vivent à Maale Shomron, qui est située à une quinzaine de kilomètres de la "ligne verte" qui sépare Israël de la Cisjordanie. Entourée de barbelés, la colonie est gardée par des militaires.

**"NOUS GARANTISSONS LA PAIX"**

Par jour clair, Dani Dayan dit qu'il peut apercevoir Tel Aviv de la fenêtre de sa chambre. Tout retrait de la Cisjordanie décidé par le gouvernement serait selon lui "le meilleur moyen d'aller vers la guerre".

"Il n'y a que deux solutions", résume-t-il. "Ou ma femme et moi partageons cette chambre, ou les terroristes du Hamas ou du Jihad islamique viendront. Aucun Palestinien épris de paix ne viendra s'installer."

S'appuyant sur les événements survenus à la frontière avec la bande de Gaza, il se déclare persuadé que les régions de Cisjordanie restituées aux Palestiniens deviendraient alors des secteurs privilégiés par les activistes armés pour tirer des roquettes en plein coeur d'Israël.

Les Palestiniens considèrent les colonies en territoire occupé, jugées illégales par la Cour internationale de justice, comme des obstacles à la paix et à la création d'un Etat palestinien viable.

Nombre des 500.000 Israéliens qui vivent dans les territoires capturés aux Palestiniens par Israël durant la Guerre des Six-Jours en 1967, y compris la partie arabe de Jérusalem, affirment leur droit biblique à vivre en Cisjordanie.

Dani Dayan souligne que la population des colons, favorisée par les nouveaux arrivants et les naissances, croît à une moyenne de 5% par an et que Maale Shomron compte une dizaine de maisons en construction.

"Nous ne sommes pas un obstacle à la paix, nous garantissons la paix", affirme-t-il.

"Je vis ici afin que cet endroit soit israélien. Un jour, quand il sera clair que la Judée et la Samarie (Cisjordanie) restent aux mains israéliennes, nous reviendrons peut-être à Tel Aviv. Pour le moment, c'est important de vivre ici."

*Reuters -9 septembre*

---

### 3-2 Point de vue de 'IRIN' : Recrudescence des violences des colons Israéliens contre les Palestiniens.

Une recrudescence des violences perpétrées par les colons contre les Palestiniens a été observée ces dernières semaines à Hébron et aux alentours, d'après les habitants de la région et les observateurs internationaux.

« Ces régions sont des points chauds de la violence et pour nous, ce sont des zones prioritaires », a déclaré Matteo Benatti, qui dirige la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans la ville.

Il faisait allusion à H2, la zone d'Hébron placée sous autorité israélienne, et au sud rural de la région, également placé, en majeure partie, sous l'autorité d'Israël, conformément aux accords signés dans les années 1990 avec les Palestiniens.

« Jour et nuit, nuit et jour, ça ne change rien, les colons nous maltraitent tout le temps », a expliqué Jamal, un réfugié palestinien d'environ 45 ans.

Au vu du passé violent de la ville et des troubles perpétuels qui y règnent, cette colonie, située au beau milieu d'une zone urbaine palestinienne, attire sans surprise les personnalités radicales, certaines venues de France ou des Etats-Unis, qui ont immigré en Israël et semblent attirées par les frictions.

Un grand nombre de colons sont armés et manient leurs fusils ouvertement, en visant les Palestiniens. « Dedans, dedans », marmonne une mère palestinienne du quartier de Wadi Hussein, en poussant ses petites filles à l'intérieur de son domicile.

Quelques instants plus tôt, des jeunes armés de la colonie de Kiryat Arba avaient lancé des pierres et des cailloux sur les enfants qui jouaient dehors, juste après la tombée de la nuit. Du haut de la colline, point stratégique, il est plus facile pour les colons de jeter des pierres sur les Palestiniens, en bas, dans la vallée.

Sliman, un jeune père de 32 ans, s'est précipité devant les enfants pour affronter les colons, son torse s'éclairant subitement de petites lumières rouges, tandis que les viseurs laser des fusils convergeaient sur lui. Encore quelques jets de pierre, quelques insultes, et les colons sont repartis.

#### **Dégâts immobiliers**

Presque tous les foyers palestiniens visités par IRIN à Wadi Hussein avaient subi des dégâts récents : des réservoirs d'eau ont notamment été détruits et d'innombrables fenêtres ont été brisées.

« Je n'ai plus d'eau chaude », a expliqué Sliman, un réfugié inscrit sur les registres de l'UNRWA, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens. « Ils ont jeté des pierres et détruit à deux reprises mon chauffe-eau solaire et je n'ai pas les moyens de le faire réparer de nouveau ».

Le fioul domestique est très cher, a-t-il indiqué, et, en raison des restrictions de circulation imposées par Israël, il ne peut pas se rendre à Wadi Hussein en voiture ; tout doit donc être porté, et les bouteilles de gaz sont lourdes. « Pour mes moutons, j'ai besoin de 400 kilos de fourrage chaque semaine. Chaque sac pèse 50 kilos et je les amène un par un, en les portant sur le dos », a-t-il expliqué.

De même, les Palestiniens des régions rurales disent avoir des difficultés à se rendre sur leurs terres en raison des violences.

Selon les habitants, Israël n'assure pas leur protection.

« Je vis sous l'autorité d'Israël », a expliqué Abou Feras, un Palestinien qui vit le long de la route des fidèles, qui mène de Kiryat Arba, la grande colonie située à la périphérie d'Hébron, à la petite colonie située au cœur de la ville. « J'attends des Israéliens qu'ils me protègent, qu'ils protègent ma terre, mes enfants. Ils ont une responsabilité envers moi, en tant qu'occupants », a souligné l'homme, qui a eu peur de s'exprimer sous son vrai nom.

« Si la police [israélienne] leur tombe dessus, les colons vont arrêter », a-t-il expliqué, se faisant l'écho de l'opinion des défenseurs des droits humains, comme Issa Omer, de B'tselem, une association israélienne de défense des droits humains.

### **Recueillir des preuves**

B'tselem dirige un programme baptisé « Shooting Back » (Riposter), dans le cadre duquel l'association a distribué des appareils photos aux Palestiniens dans certaines régions comme Hébron ou la périphérie de Naplouse, où la violence est monnaie courante.

Elle espère ainsi recueillir autant de preuves que possible pour prouver le bien-fondé des déclarations des Palestiniens, et mieux assurer leur sécurité.

Micky Rosenfeld, porte-parole de la police, a déclaré à IRIN que les représentants des forces de l'ordre faisaient tout leur possible pour mettre fin à ces violences. Selon lui, les officiers de police ont enquêté sur les déclarations des deux camps, les colons s'étant également plaints que des individus avaient jeté des pierres sur leurs voitures, sur les routes de la région d'Hébron.

Malgré tout, les efforts de la police n'ont pas permis d'enrayer l'escalade récente des violences qui ont touché les travailleurs humanitaires, les diplomates, les enfants, les personnes âgées, les mosquées et les cérémonies de mariage, selon les habitants et les observateurs internationaux.

« D'abord, cinq colons sont arrivés », a raconté Fadi, qui a été agressé alors qu'il assistait à une cérémonie de mariage, un vendredi soir. « Puis, d'autres sont arrivés, armés de fusils. Ils nous ont frappés ».

Si les Palestiniens ont finalement réussi à s'unir pour chasser la bande de la cérémonie, ils en ont littéralement payé le prix.

« Dimanche, nous sommes allés voir la police pour nous plaindre. Apparemment, les colons ont alors, eux aussi, porté plainte contre nous, et la police nous a donné une amende de 2 000 shekels », a-t-il raconté. Cette somme équivaut à plus de 500 dollars, plus que ce que Fadi gagne en un mois.

À l'heure où les colons continuent à tenter d'occuper une partie toujours plus vaste du territoire palestinien (dans certains cas, par la force, dans d'autres, avec le soutien juridique des autorités israéliennes), il est peu probable que ces problèmes se résolvent, a estimé un habitant.

« Cet endroit est une poudrière qui ne demande qu'à exploser ; vous verrez ».

Publication originale [IRIN](#)

12 septembre 2008

[http://contreinfo.info/article.php3?id\\_article=2158](http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2158)

---

## **3-3 Point de vue de Hamami : Droit au retour .**

La conférence annuelle « Les Palestiniens de l'Europe » a réussi à faire du sujet des réfugiés palestiniens un sujet présent dans tous les esprits. Nous savons cependant que les Sionistes, anciens comme nouveaux, font le pari sur l'oubli de cette cause.

Soixante ans après la Nakba (la catastrophe), les lieux où se rassemblent les réfugiés palestiniens s'appellent toujours des camps. C'est une indication bien forte qu'ils ne sont en fin de compte que des lieux de transit. Ils seront délaissés que lorsque la patrie sera libérée.

Il y a peu, à Damas, la capitale syrienne, a été organisée une conférence sous le slogan « Horizons de la cause des réfugiés (palestiniens) ». Dans les coulisses de cette conférence, l'envoyé de notre Centre Palestinien d'Information (CPI) a su rencontrer l'écrivain palestinien Dr. Ibrahim Hamami pour en avoir l'interview suivante. Le département français la résume et la traduit ci-après :

### **L'horizon du retour**

**CPI :** La conférence « Horizons de la cause des réfugiés », vous y avez participé. Voulez-vous nous parler de l'importance de cette conférence ?

**Dr. Hamami :** Les participants sont venus de partout pour dire que le droit au retour ne tombera jamais dans le désuet. Le retour ne sera que pour Etat palestinien qui verra un jour le jour. La conférence vient pour contredire

toutes ces tentatives voulant anéantir ce droit. Le peuple palestinien veut retourner au pays, à Jaffa, à Haïfa, à An-Nassira, à Safad...

### **La concession**

**CPI :** Et pour ce qui est de tous ces projets qui parlent d'une « solution juste et exhaustive » pour la question du retour des réfugiés ?

**Dr. Hamami :** Une solution juste pour le sujet ne peut exister que par le retour effectif des réfugiés palestiniens. Les projets présentés ne parlent que de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Ce ne serait pas une solution juste, si on ne parlait pas de toute la Palestine. La conférence envoie un message clair et net que les Palestiniens ne donnent la procuration à qui que ce soit pour en faire la concession.

### **Tous les efforts pour le retour**

**CPI :** Les institutions travaillant pour le droit au retour et pour les réfugiés coordonnent-elles leurs efforts ?

**Dr. Hamami :** La pluralité des institutions reste un phénomène positif. Elles se sont multipliées après l'accord d'Oslo. Depuis, les réfugiés palestiniens ressentent un danger qui menace leur droit au retour. Et ils ont raison. Les accords poussent comme des champignons pour mettre en péril ce droit. En réponse, les institutions ne font que se multiplier.

### **L'Europe**

**CPI :** Voulez-vous nous mettre au courant de l'expérience en Europe ?

**Dr. Hamami :** L'idée de départ était simple. Plusieurs institutions ont vu le jour dont le centre Al-Awda à Londres. C'était elle qui a pris l'initiative, en 2003, d'organiser la première conférence des Palestiniens d'Europe. C'était une vraie réussite. C'était un encouragement pour organiser une telle conférence annuellement, chaque année dans une ville européenne différente. La dernière, celle de Copenhague, a davantage réussi. Plusieurs médias arabes et étrangers se sont précipités pour couvrir l'événement.

### **Les camps**

**CPI :** L'expérience de l'Europe a-t-elle un réel effet sur les camps des réfugiés palestiniens dans les pays arabes ?

**Dr. Hamami :** Après l'expérience européenne, des rassemblements ont vu le jour sur la scène arabe. Il y a eu Wajib en Syrie. Thabit au Liban. Ces rassemblements et ces centres représentent un mouvement de la société civile pour combler la lacune laissée par l'échec politique d'organisations et d'établissements officiels.

### **A l'étranger**

**CPI :** Le chef Michael a appelé les réfugiés palestiniens à inventer des idées neuves qui étonneront le monde. Comment trouvez-vous cette idée ?

**Dr. Hamami :** Les mouvements et les inventions existent. Les Palestiniens d'Europe ont déjà organisé six conférences. Les invités changent d'année en année. Toutefois, le sujet ne change pas : le droit au retour des réfugiés palestiniens.

Plusieurs années après, nous avons besoin d'initiatives nouvelles. Même que des commissions nouvelles naissent dans les camps palestiniens. Il reste que ces établissements ont besoin de coordination et d'actions concrètes afin que les discours ne restent des paroles en l'air.

Il faut des actions concrètes pour aller plus loin, pour faire toute la pression nécessaire sur les négociateurs palestiniens pour ne pas laisser tomber ce droit. Il faut également des élections libres partout où se trouvent des Palestiniens, en grand nombre. Des élections pour un nouveau conseil national et pour refaire l'OLP. Il faut reconnaître qu'il n'y a pas de cadre qui saura rassembler tous les Palestiniens.

### **La solution**

**CPI :** La solution résidera-t-elle dans un nouveau cadre représentatif du peuple palestinien ?

**Dr. Hamami :** En mars 2006, j'ai appelé à un tel cadre. Avec d'autres écrivains et académiciens, nous croyions que l'OLP ne répondait plus aux besoins des Palestiniens.

L'OLP a été basée sur des principes politiques. Actuellement, rien n'existe encore. La caisse nationale, par exemple, devient une partie intégrante du budget de l'autorité palestinienne. Du conseil national palestinien, personne n'en connaît les membres.

### **Deux tendances**

**CPI :** Un tel cadre n'a-t-il pas besoin d'un accord politique commun ?

**Dr. Hamami :** Un accord impossible de nos jours. Aujourd'hui, il y a deux courants sur la scène palestinienne. L'un va vers les négociations avec l'occupant israélien. L'autre s'attache aux droits, aux principes et à la résistance comme choix stratégiques. Néanmoins, il faut un minimum d'accord, pour faciliter le quotidien du citoyen palestinien.

### **Le droit au retour**

**CPI :** Une concession du droit au retour, est-ce possible ?

**Dr. Hamami :** Tout le monde affiche son attachement au droit au retour, au moins devant les médias. En effet, le droit au retour représente un pilier essentiel de la cause palestinienne. Chacun le voit à sa manière. C'est un élément qui rassemble tous les Palestiniens. Un élément fort aux mains de celui qui veut négocier. C'est pour cette raison que les Sionistes attaquent ce droit si farouchement. Ils attaquent ce droit comme ils attaquent tous les vocabulaires. Olmert dit aux Palestiniens qui négocient avec lui qu'il faut oublier des mots comme Nakba et comme retour.

Cependant, le retour reste un pilier majeur de la question nationale palestinienne. Tout le monde essaie d'y passer outre. Mais aucun Palestinien n'ose encore déclarer son intention d'y céder.

CPI 28/08/

### 3-3 Point de vue de 'Le Monde' : Gaza connaît la plus grave crise humanitaire de son histoire.

La situation économique palestinienne se dégrade inexorablement année après année, et la bande de Gaza connaît la plus grande crise humanitaire de son histoire, selon un rapport annuel de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) publié lundi 8 septembre. Certes, la reprise de l'aide internationale en 2007 a permis à l'économie de ne pas sombrer (taux de croissance nul), après une chute de 5 % en 2006. Mais elle se serait rétractée pour la deuxième année consécutive si les restrictions des donateurs n'avaient pas été progressivement levées, relève la Cnuced.

Malgré ce répit, la situation demeure extrêmement précaire et ne cesse de se dégrader en raison, notamment, des restrictions de mouvement imposées par Israël. Le PIB par habitant représente aujourd'hui 60 % de son niveau de 1999, le taux de chômage étant passé de 21 % à 29 % sur la même période. La part des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté était de 57 % en 2006, contre 52 % en 2005. *"La population ne peut plus respirer, le pays est en état de siège"*, s'inquiète le responsable de l'assistance aux Palestiniens de la Cnuced, Mahmoud Elkhafif. Un exemple illustre les effets dévastateurs du blocage : l'acheminement d'un conteneur entre Shanghai et un port israélien coûte moins cher qu'entre ce même port et la ville de Ramallah (Cisjordanie), à 120 kilomètres à peine.

#### 66 % DES GAZAOUIS DANS L'INDIGENCE ABSOLUE

La situation dans la bande de Gaza est encore plus dramatique. Exclue de la reprise des flux d'aide étrangère de 2007, la bande de Gaza traverse la crise humanitaire la plus grave qu'elle ait jamais connue. En 2006, 66 % des Gazaouis vivaient dans l'indigence absolue, soit 30 points de plus qu'en Cisjordanie. L'abandon des activités industrielles et la sous-utilisation des capacités à Gaza sont également alarmants. Fin 2007, *"95 % de la vie industrielle de Gaza était au point mort"* et le nombre de centres de production en activité est passé de 3 500 début 2005 à seulement 150, souligne la Cnuced.

*"Les restrictions imposées à la liberté de circulation, auxquelles s'ajoute le renouvellement de la rétention des recettes douanières perçues par Israël au nom de l'Autorité palestinienne, ont aggravé une crise financière persistante"*, explique l'agence onusienne. Lorsqu'elles ne sont pas bloquées, ces recettes douanières représentent 60 à 70 % des recettes publiques : l'imprévisibilité de cette source de revenus rend donc quasiment impossible toute planification budgétaire.

#### MONNAIE NATIONALE

L'élimination progressive des restrictions imposées par Israël à la liberté de circulation est donc une condition indispensable au succès de la réforme de la politique budgétaire. Mais pour relancer l'économie des territoires palestiniens, la fin du blocage territorial, des restrictions de circulation, le démantèlement du mur israélien et l'augmentation de l'aide internationale ne pourraient suffire. *"Il est urgent de renforcer les capacités institutionnelles de l'Autorité palestinienne"*, préconise la Cnuced.

L'organisation onusienne estime ainsi que l'Autorité palestinienne connaîtrait une croissance sensiblement supérieure si elle disposait de moyens plus importants en matière budgétaire, commerciale, dans le domaine de la politique du travail ou encore d'une monnaie nationale : l'ensemble des mesures proposées permettrait d'accroître le PIB de 24 % par rapport au niveau de référence prévu pour 2015 et déboucherait sur le plein-emploi en 2012. Actuellement, un responsable du ministère des finances de l'Autorité palestinienne *"dispose de moins d'instruments politiques qu'un maire au Canada ou en Suisse..."*, nous ne pouvons lui demander de restaurer l'économie avec de tels instruments", explique M. Elkhafif.

Sources Le Monde

Posté par Adriana Evangelizt <http://palestine.over-blog.net/article-22668784.html>

[Accédez à l'intégralité de cet article sur Lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

[http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2008/09/09/gaza-connaît-la-plus-grave-crise-humanitaire-de-son-histoire\\_1093004\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2008/09/09/gaza-connaît-la-plus-grave-crise-humanitaire-de-son-histoire_1093004_3218.html)

---

### 3-4 Point de vue de Jeff Halper : La communauté internationale, par l'intermédiaire des Nations unies, a imposé des sanctions économiques à Gaza, ce qui constitue un acte illégal.

Lors d'un entretien avec *The Electronic Intifada*, Jeff Halper, directeur israélien/américain de l'ICAHD, Comité israélien contre la démolition des maisons, s'est exprimé à propos du siège israélien de la bande de Gaza et sur le mouvement Free Gaza. Halper est l'un des 46 membres du mouvement qui ont participé à l'action du MFG, défiant un siège israélien de 14 mois sur Gaza.

Son entretien avait lieu sur tous ces points avec le correspondant d'EI, Rami Almeghari, dans la bande de Gaza occupée, quelques heures juste avant qu'il ne rentre en Israël par le passage d'Erez où il fut interpellé et placé en détention par l'armée israélienne.

**The Electronic Intifada** : Maintenant que vous êtes à Gaza, pouvez-vous s'il vous plaît nous parler du siège israélien et de l'embargo international sur la bande de Gaza ?

**Jeff Halper** : La communauté internationale, par l'intermédiaire des Nations unies, a imposé des sanctions économiques à Gaza, ce qui constitue un acte illégal en vertu du droit international, et montre la pauvreté et l'échec du système international. C'est pourquoi, si vous [voulez] la justice, si vous devez mettre fin à ce siège, fin à l'occupation, fin aux sanctions, alors il faut que les peuples agissent car les gouvernements ne le feront pas et l'ONU ne le fera pas non plus car elle est sous contrôle des gouvernements.

Par conséquent, c'est le peuple qui doit se soulever, et c'est ce que nous avons fait ; 46 personnes sont venues ici, de 17 pays différents, et nous avons brisé le siège. Nous sommes venus à Gaza par bateau, et cela montre la capacité des gens à vaincre des armées, mais dans le même temps, nous n'aurions pas dû avoir à le faire, car c'était aux gouvernements d'agir.

**EI** : Maintenant, vous allez rentrer à Jérusalem, par Erez. Quel message adressez-vous par votre arrivée à Erez ?

**JH** : Je suis un israélien ici à Gaza, et en tant qu'Israéliens, nous devons enfin prendre la responsabilité de ce que nous faisons. Pour les Israéliens, il n'existe pas d'occupation, ce n'est que du terrorisme selon leur point de vue. Ce que j'essaie de vous dire, c'est que ce n'est pas vrai, nous occupons, nous sanctionnons, nous faisons des bouclages et par conséquent, nous sommes la partie qui possède la force, nous sommes l'opresseur, ce ne sont pas les Palestiniens qui occupent Tel-Aviv. Par conséquent, il est de notre responsabilité de mettre fin à l'occupation et d'apporter un terme au conflit.

En tant qu'Israéliens, nous devons en assumer la responsabilité. C'est pourquoi je suis ici : pour représenter les Israéliens qui veulent dire aux Palestiniens, nous sommes responsables de la situation épouvantable qui existe ici et nous sommes prêts à en assumer la responsabilité.

**EI** : Comment voyez-vous le régime d'apartheid israélien en Palestine ?

**JH** : Eh bien, c'est le problème. Israël essaie de mettre en place adroitement un régime d'apartheid sous couvert d'une solution à deux Etats et c'est contre cela que nous, nous essayons de mettre en garde. Israël veut deux Etats, il veut un Etat palestinien parce il est responsable de 4 millions de Palestiniens (dans les Territoires occupés) dont il ne veut pas justement assumer la responsabilité, et il veut un Etat juif. Mais dans le même temps, il veut la terre, il veut les colonies et il veut contrôler, etc. Aussi, la question pour Israël, c'est de savoir comment nous allons faire avaler un bantoustan comme en Afrique du Sud, un bantoustan palestinien dans une situation d'apartheid sous couvert de deux Etats. C'est là-dessus que nous devons être très vigilants et c'est cela que nous devons empêcher de réussir.

**EI** : Israël a toujours revendiqué son droit à être un Etat juif, exigeant que les Palestiniens reconnaissent son identité juive. Quelle est votre opinion ?

**JH** : Je pense qu'il est impossible d'avoir un Etat juif. Je pense que nous devons d'abord parler d'Israël et non d'un Etat juif. Soit il y a une solution à deux Etats, un Etat d'Israël pour tous ses citoyens - y compris les Israéliens palestiniens - et un Etat palestinien, soit il y a une solution à un Etat unique où nous vivons tous ensemble dans un pays démocratique. Telles sont les options. Mais l'option de l'apartheid vers lequel pousse Israël doit être considérée comme inacceptable par nous tous. Mais pourquoi Israël force-t-il en faveur d'un Etat juif ? Parce que c'est la logique d'un Etat qui est fondé sur le privilège d'un groupe spécifique.

Une fois, il y a des juifs, ou des Européens en Afrique du Sud, ou un groupe particulier qui ont dit, ceci est notre pays exclusif, nous avons plus de droits que les autres peuples, c'est cela qui vous conduit à un apartheid. Alors, la seule voie pour sortir de l'apartheid est de réconcilier le pays tout entier, en un pays qui appartient à tous.

**EI** : Comment envisagez-vous l'avenir d'un processus de paix palestinien/israélien, avec les USA ayant un rôle de premier plan dans un tel processus ?

**JH** : Eh bien, ce que l'on appelle le processus d'Annapolis n'est qu'une supercherie... [la secrétaire d'Etat] Condoleezza Rice se trouve aujourd'hui à Jérusalem. Je crois que c'est sa 17<sup>e</sup> ou 18<sup>e</sup> visite ici... de mon point de vue, c'est ridicule, il n'y a aucun véritable processus de paix, il n'y a aucune véritable négociation... car le processus d'Annapolis ne fait que tenter d'imposer ce régime d'apartheid.

**EI** : Enfin, vous attendez-vous à ce que d'autres actions pour briser le siège de Gaza, comme avec les bateaux sur lesquels vous êtes venus, aient lieu après votre arrivée réussie à Gaza ?

**JH** : Il le faut, c'est toute la question, on ne peut s'en tenir à une seule fois. La seule façon que nous avons de briser le siège c'est par des mouvements permanents, sans arrêt, de bateaux petits et gros. Les Palestiniens doivent inviter les gens à venir et il faut une mobilisation internationale (\*). Nous devons obtenir un tel mouvement ici. Autrement ça reviendra comme avant, de sorte qu'il est important de poursuivre ce qui a été engagé.

[6 septembre](#)

[Rami Almeghari](#)

[The Electronic Intifada](#)

[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=5027](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5027)

---

### 3-5 Point de vue de Khaled Amayreh : libération de Gilad Shalit un marchandage difficile.

En réaction aux "tergiversations et procrastination" israéliennes, le Hamas a décidé de placer la barre plus haut quant au prix qu'Israël doit payer pour la libération de Gilad Shalit, soldat israélien que les combattants palestiniens ont capturé lors d'une attaque transfrontalière dans la Bande de Gaza il y a plus de deux ans. Les dirigeants du Hamas à Gaza ont dit cette semaine que le groupe demandait maintenant la libération de 1.500 prisonniers palestiniens, incarcérés dans les prisons et les centres de détention israéliens, en échange de la libération de Shalit.

Les nouvelles exigences du Hamas, qu'Israël rejette en les qualifiant de "tactiques de marchandage", ont été transmises par les officiels égyptiens au Ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, qui était au Caire la semaine dernière. Barak a déclaré que le gouvernement israélien faisait des efforts acharnés pour obtenir la libération de Shalit aussi rapidement que possible, ajoutant qu'il espérait une accélération des négociations indirectes avec le Hamas à ce sujet.

Barak a aussi suggéré que les négociations pour lesquelles l'Égypte sert de médiateur soient conduites en secret pour garantir leur réussite.

Les déclarations de Barak sont arrivées au milieu de pressions grandissantes du public sur le gouvernement israélien pour conclure l'affaire Shalit avant que le Premier Ministre israélien et chef de Kadima, Ehud Olmert, quitte son poste dans quelques semaines. Olmert, qui est impliqué dans un scandale de corruption et de magouilles et a été interrogé plusieurs fois par la police, a décidé récemment de démissionner de son poste de premier ministre.

La famille Shalit et nombre d'autres israéliens demandent maintenant qu'Olmert fasse son possible pour obtenir, avant son départ, la libération du soldat israélien emprisonné.

Plusieurs raisons expliquent qu'Israël n'ait peut-être pas très envie, en ce moment, de s'engager dans des négociations sérieuses avec le Hamas sur l'affaire Shalit. Pendant ses fréquentes incursions et opérations militaires précédant le cessez-le-feu avec le Hamas, il y a plus de deux mois, l'armée d'occupation israélienne et les services secrets israéliens ont raflé de nombreux palestiniens à Gaza pour leur extorquer des informations qui auraient pu conduire à la localisation de Shalit. Ces tentatives n'ont donné aucun résultat.

De plus, le mouvement Hamas a montré un extraordinaire degré de ténacité et de patience depuis la capture de Shalit en refusant de faire des courbettes devant la pression militaire israélienne. Ces dernières semaines, des journaux arabes installés à Londres ont publié des articles prétendant qu'Israël planifiait d'assassiner les principaux dirigeants du Hamas dans la Bande de Gaza si le Hamas maintenait ses exigences relatives à un éventuel échange de prisonniers. Les responsables du Hamas ont qualifié ces informations de "pure désinformation", jetant le gant devant les services secrets israéliens.

Entre temps, Israël pousse l'Égypte à faire pression sur le Hamas pour qu'il revote à la baisse "ses demandes exagérées" concernant le nombre et la qualité des prisonniers palestiniens que le groupe veut qu'Israël libère en échange de Shalit. Les médias israéliens ont publié des articles prétendant que l'Égypte accusait le Hamas de "l'impasse" de l'affaire Shalit. L'Égypte n'a rien dit qui corrobore les allégations israéliennes.

Cette semaine, le porte-parole du Hamas à Gaza, Fawzi Barhoum, a dit au cours d'un entretien radiophonique que l'Égypte montrait de la compréhension envers les exigences du Hamas. "Le problème n'est pas avec l'Égypte, qui fait des efforts appréciables pour en terminer avec ce dossier. Le problème est avec le régime d'occupation israélienne, qui pense que la pression fera bouger le Hamas."

En fait, le Hamas lui-même est maintenant sous la pression intense des familles des prisonniers palestiniens pour qu'il s'accroche à ses demandes, à savoir qu'Israël libérerait 450 anciens prisonniers dont les noms ont déjà été transmis à l'Égypte. La liste comporte les noms des dirigeants politiques et résistants détenus dans les geôles israéliennes. Elle comporte également les noms de dizaines de députés affiliés au Hamas et d'anciens ministres, ainsi que d'autres élus enlevés par Israël juste après la capture de Shalit, et détenus comme monnaie d'échange dans les prisons israéliennes depuis lors.

Le Hamas demande également la libération de dizaines de femmes et d'enfants détenus dans les prisons israéliennes pour avoir résisté à l'occupation.

Mouvement sunnite, le Hamas semble aussi beaucoup tenir à montrer aux masses arabes et musulmanes qu'il ne sera pas moins coriace que le Hizbullah, l'organisation chiite libanaise, qui a finalement réussi à obliger Israël à libérer tous les prisonniers libanais, dont Samir Al-Kuntar, des prisons israéliennes. Israël considérait que Kuntar était "un grand terroriste" parce qu'il avait tué des colons israéliens au nord d'Israël, il y a près de trois décennies. Israël a toujours cherché à justifier son refus de libérer les détenus palestiniens aux lourdes condamnations aux motifs que leurs mains étaient entachées du sang juif. Toutefois, la libération d'Al-Kuntar, il y a deux mois, ainsi que la récente libération de deux anciens prisonniers palestiniens, qui ont aussi "du sang juif" sur les mains, prouvent que ce sacro-saint mantra perd de sa crédibilité et est peut-être en train de s'écrouler.

Si Israël a accepté de relâcher des "tueurs de Juifs" en échange du rapatriement des dépouilles d'Israéliens, alors il devrait être encore plus décidé à faire de même en échange de la libération de captivité d'un soldat israélien vivant. C'est l'opinion de Benyamin Benaliezzer, Ministre israélien de l'infrastructure nationale.

Lors de la campagne pour une élection locale dans la ville de Migdal Ha'eimek, mardi 2 septembre, Benaliezzer a dit qu'Israël était prêt à payer n'importe quel prix pour la libération de Shalit. "Bien sûr tout accord d'échange devra être approuvé par le gouvernement, mais nous devons en finir avec cette question".

Benaliezzer a réfuté l'idée que la libération de tant de prisonniers palestiniens, dont des dirigeants du Hamas,

affaiblirait la position du Président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas. "Abbas est déjà trop faible", a-t-il dit.

[Khaled Amayreh](#)

M. Khalid Amayreh est un grand Palestinie courageux parmi les Grands. Ne ratez aucun de ses articles

Source : [Al-Ahram](#)

Traduction : MR pour [ISM](#)

Mardi 09 Septembre 2008

<http://www.alterinfo.net/Un-marchandage-difficile>

---

## 4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 4-1 Le gouvernement des Etats-Unis fait bénéficier les colons juifs d'allégements fiscaux.

02/09/

Alors que la secrétaire d'état américaine Condoleezza Rice paraît faire pression sur Israël pour que cesse l'extension des colonies juives sur les terres palestiniennes, le gouvernement des Etats-Unis offre dans le même temps des allégements fiscaux aux organismes basés aux Etats-Unis et impliqués dans cette expansion des colonies.

Ces informations proviennent d'un rapport publié par l'agence de presse Reuters qui a réalisé une enquête sur les dossiers fiscaux de 13 organisations à but non lucratif basées aux Etats-Unis et dont le but affiché est d'augmenter la taille et le nombre des colonies israéliennes en terre palestinienne. L'agence de presse a constaté que ces organismes ont collecté plus de 35 millions de dollars rien que ces cinq dernières années.

Lorsque l'agence Reuters a interrogé un porte-parole du département d'état au sujet de cette contradiction, celui-ci a déclaré que les allégements fiscaux étaient gérés par un service gouvernemental différent, et que par conséquent ce n'était pas le souci du Département d'État. Le porte-parole a ajouté : « concernant la politique des États-Unis à propos des colonies, c'est clair, c'est la bonne politique que de vouloir aider à trouver un accord politique entre Israël et les Palestiniens. »

Quant aux associations « caritatives », celles-ci disent être centrées sur des questions humanitaires. Mais l'argent collecté aux États-Unis par ces groupes va intégralement au développement et à l'expansion des colonies israéliennes établies sur les terres palestiniennes en Cisjordanie, colonies que les Palestiniens dénoncent car elles empoisonnent chaque aspect de leurs vies.

Israël n'a jamais défini ses frontières depuis que cet état a été créé sur les lieux de la Palestine historique en 1948, et les immigrants israéliens ont continuellement étendu le territoire de l'état avec des colonies, rognant encore davantage sur ce qui est laissé de la Palestine, en particulier au cours des 15 dernières années, c'est-à-dire depuis les accords d'Oslo.

Un des groupes, connu sous le nom de « Le fonds pour Hébron », a encouragé des donations afin de rénover un bâtiment dans Hébron, au sud de la Cisjordanie, illégalement occupé l'année dernière par des colons juifs. Le fonds annonce sur son site Web que « des dizaines de nouvelles familles pourront maintenant venir s'installer dans Hébron - mais à condition que nous rénovions ce bâtiment rapidement ! »

Le responsable du Fonds pour Hébron a reconnu que c'est en contradiction avec la politique officielle des Etats-Unis dans la région, mais il a indiqué que « le gouvernement des États-Unis n'a aucun droit de se baser sur des considérations politiques pour juger de besoins humanitaires et non lucratifs. »

Mais tandis que les groupes de colons aux Etats-Unis affirment que leur mission est d'une façon ou d'une autre humanitaire, les Palestiniens dénoncent les horreurs de la vie sous l'occupation militaire en place qui a pour but de protéger et augmenter les colonies israéliennes, et ils expliquent que les groupes en question aux Etats-Unis comme le gouvernement des USA, sont complices de leur oppression.

*Note du webmaster : Les allégements fiscaux et autres procédés décrits dans cet article ne se limitent pas aux Etats-Unis. A titre d'exemple, le JNF (Jewish National Fund, ou FNJ - Fonds National Juif) bénéficie au Canada depuis 40 ans du statut d'œuvre caritative bien que des millions de dollars sont investis dans l'expansion des colonies israéliennes et par conséquent, l'expropriation des Palestiniens de leurs terres. Le cas de la création et du financement du parc de loisirs [Canada Park](#) en Israël par le JNF en est l'un des exemples les plus flagrants. Nous vous recommandons au sujet du JNF au Canada de consulter le site [Montreal Planet](#). Il faut également savoir que le JNF, également appelé KKL (Keren Kayemeth Lelsrae signifiant « Fonds pour l'existence d'Israël »), est un organisme international bénéficiant du statut d'œuvre caritative dans tous les pays où il dispose d'une délégation (notamment en France).*

Source : [IMEMC](#) - Traduction : [Info Palestine](#)

---

### 4-2 Saed Bannoura : La double souffrance des gardiens de troupeau palestiniens

Durement touchés par trois années de sécheresse et par les restrictions draconiennes de mouvement imposées par Israël, les gardiens de troupeaux palestiniens affrontent ce que les aînés appellent la pire crise de mémoire d'homme.

"Tout ce qui nous reste, c'est l'espoir", dit Musa Abdullah Awad, berger émacié de 49 ans, alors qu'il regarde ce qui reste d'eau dans sa citerne, dont il dit que c'est à peine suffisant pour maintenir ses chèvres en vie un peu plus longtemps.

Aussi loin que porte la vue, il n'y a que poussière, rocailles et misère noire.

Avec plus de 100 chèvres, Awad est mieux loti que beaucoup de ses voisins, dont les maisons parsèment les Collines d'Hébron au sud de la Cisjordanie occupée par les Israéliens, l'une des zones les plus touchées par la sécheresse dans la région.

"Les gens étaient habitués à une vie dure, mais ils maintenant ils n'en peuvent plus", dit Helge Kvam, du Comité International de la Croix Rouge (CICR), qui fournit des aides d'urgence aux éleveurs. Presque toute la région est touchée par le manque d'eau en hiver, la saison humide, et Israël a annoncé des restrictions de la consommation en eau des ménages car les réserves sont très basses.

"La situation est mauvaise, très mauvaise. Il y a une pénurie d'eau critique dans le pays", a dit récemment le porte-parole de l'autorité israélienne de l'eau, Uri Shor.

Dans les Collines d'Hébron, la crise causée par trois années successives de sécheresse a été aggravée par les restrictions imposées par Israël, qui a sévèrement réduit les zones de pâturage et l'accès à l'eau.

"Les bergers faisaient paître leurs bêtes dans toute la Cisjordanie, et même en Jordanie", dit Mohammed Sheikh Ali, expert en sécurité économique au CICR. "Aujourd'hui, la zone de pâturage ne fait que quelques kilomètres", dit-il, montrant les collines desséchées.

Le patchwork de colonies israéliennes, de zones militaires et de barrières qui tronquent la Cisjordanie, ainsi qu'un système sévère de permis dans les secteurs sous contrôle israélien total, empêchent les troupeaux d'aller dans les zones de pâturage et rendent difficile l'accès à l'eau, selon les organisations humanitaires.

A environ 10 kms de la maison d'Awad, une colonie israélienne fermée aux Palestiniens empêche l'accès direct à Yatta, la ville la plus proche, où se ravitaillent les camions-citernes.

Pour aller à Yatta, les bergers doivent faire un long détour, en partie le long de chemins de terre glissants que l'armée israélienne bloque régulièrement par des monticules de terre pour empêcher les Palestiniens "d'entrer illégalement en Israël". Les collines arides autour de la maison d'Awad dans le village pauvre de Isfey Foqa ont été déclarées "zone militaire fermée" par Israël. Les quelques personnes qui y passeront en tracteur pour livrer des marchandises courent le risque de perdre leurs permis de conduire, et même leurs véhicules. Ce qui en retour augmente de façon drastique le prix de l'eau et du fourrage grâce auquel les bêtes survivent pendant les mois secs.

En conséquence de l'accès à l'eau difficile et des prix élevés, environ 10% des 2,3 millions de Palestiniens de Cisjordanie consomment moins de 10l d'eau par jour, selon un rapport récent des Nations Unies. L'Organisation Mondiale de la Santé recommande de 50 à 100l par jour pour la santé et l'hygiène.

Le CICR a fourni de l'eau à 1.000 personnes et à leurs 50.000 bêtes dans la région d'Hébron le mois derniers, pour tenter d'éviter un désastre immédiat.

Les travailleurs humanitaires admettent que si de telles mesures d'urgence sont cruciales, elles ne traitent pas les racines du problème.

"Nous faisons bien sûr la différence mais ce qui est nécessaire, ce sont des changements fondamentaux, tels l'accès à la terre et celui à l'eau", dit la porte-parole du CICR Helge Kvam.

Dans la seule ville d'Hébron, il y a 226 obstacles physiques, barrières ou grilles de colonies, en plus des "checkpoints volants" israéliens qui empêchent l'accès aux stations de remplissage d'eau, selon l'Office pour la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA).

Israël dit que la barrière de séparation et autres mesures restrictives en Cisjordanie sont nécessaires "pour empêcher les attaques palestiniens dans l'Etat juif".

Les prix élevés du fuel et du fourrage, la concurrence que leur fait la viande importée et les prix de la nourriture en augmentation ajoutent au casse-tête des éleveurs.

Les bergers palestiniens des Collines d'Hébron disent aussi qu'ils sont régulièrement attaqués par les colons lorsqu'ils font paître leur bétail près des colonies israéliennes, juste à quelques kilomètres de leurs maisons.

Il y a deux mois, la police israélienne a arrêté deux colons impliqués dans le tabassage de bergers palestiniens non loin de la maison d'Awad, lors d'un incident qui a été filmé et diffusé dans le monde entier.

La séquence montre des hommes masqués essayant de frapper, en une attaque brutale, un vieux berger palestinien et sa femme qui faisait paître leur troupeau.

"Le harcèlement est toujours un danger", dit Awad, ajoutant que souvent les colons tirent sur les bêtes qui paissent près de la grille électrifiée qui encercle les enclaves israéliennes.

Sources [ISM](#)

Posté par Adriana Evangelizt

<http://palestine.over-blog.net/article-22684981.html>

---

**5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.** Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

## 5-1 Analyse de Raymond Richa : Les manœuvres sarkoziennes sont loin d'être innocentes.

Les manœuvres sarkoziennes dans notre région est loin d'être innocentes et s'inscrivent pleinement dans la stratégie américano-sioniste qui consiste in fine à briser définitivement l'esprit résistant de nos peuples respectifs.

Pendant que les dirigeants américains attisent et approfondissent les divisions et querelles sans fin entre les différentes factions palestiniennes, querelles et conflits permettant ainsi à l'entité sioniste non seulement de perdurer son occupation mais aussi de l'accroître en poursuivant son programme de colonisation, l'autre manœuvre qui lui est complémentaire, mais cette fois-ci purement sarkozienne, tente de mettre en place un axe syro-libanais dont la principale mission est de briser définitivement la solidarité du Peuple Iranien avec nos résistances respectives.

Ce nouvel axe aurait également une deuxième mission qui consiste à isoler définitivement l'Iran, cet isolement étant le prélude à une attaque, voire même à une invasion et une main mise de l'Occident sur ses richesses énergétiques.

La logique sarkozienne s'inscrit pleinement dans cette grande stratégie américano-sioniste qui consiste finalement à concrétiser un axe plus large : une ligne qui démarre en Egypte et qui aboutit en Syrie en englobant sur son passage l'Iraq, l'Iran et la Jordanie.

Cette ligne là sera ainsi la frontière de ce Nouveau Moyen Orient tant souhaité par les faucons américano-sionistes, en quelque sorte *un N.M.O. dont toutes les richesses, toutes sans exception, seront pillées et mises à disposition de l'entité sioniste et de l'Occident, sans évidemment oublier cette formidable réserve de mains d'œuvre gratuite pour eux.*

Cependant, pour en arriver là, des préalables leur sont indispensables :

**1- Attiser les conflits entre les factions palestiniennes pour finalement les affaiblir en vue d'une liquidation définitive de la Résistance Palestinienne et de l'abandon de toute idée d'une Palestine Libre et Démocratique pour tous**

2- Soutenir les forces intérieures libanaises qui leur sont alliées, en attisant les conflits de toutes les sauces, par tous les moyens, notamment par cette formidable logique qu'est le Confessionnalisme Politique, logique mise en place par le mandat français et qui, malheureusement prévaut encore, empêche l'émergence de l'Identité Libanaise et la Citoyenneté Libanaise et provoque les conflits cycliques tels que les guerres civiles ; par ces manœuvres, ils pourront ainsi affaiblir les forces alliées à la Résistance, briser définitivement l'unité du Peuple autour de sa Résistance et liquider définitivement cette dernière, de préférence en utilisant l'Armée

3- Sous prétexte de la lutte contre le terrorisme, ils devront également liquider la Résistance Iraquienne déjà affaiblie par les séries d'attentats perpétrés par la terreur contre son unique ressource humaine : le Peuple

4- Enfin, appuyés par leurs expériences acquises dans leur lutte contre les mouvements de libération en Amérique Latine et ailleurs, ils devront provoquer les conflits internes en Iran, en vue de briser l'unité de son peuple, préalablement à l'assaut final.

Si Sarkozy et son Kouchner qui s'acharne en ce moment pour un rapprochement syro-libanais sont étrangers et non concernés par cette stratégie globale, dites-moi alors en quoi consiste concrètement leur politique moyen orientale ?

Comment expliquez-vous les derniers propos agressifs de Sarkozy contre l'Iran pendant que son ministre est en tournée dans notre région, en quête d'un axe syro-libanais ?

Comment expliquez-vous les atteintes à la liberté d'expression en France, perpétrées par la machine sarkozienne, contre toute expression courageuse face au Sionisme et allant jusqu'à licencier un citoyen pour avoir interviewé le Président Syrien ?

Comment expliquez-vous le soutien sans réserve et réitéré de Sarkozy au mouvement sioniste et à l'entité sioniste en Palestine Occupée ?

Comment expliquez-vous la bouche cousue de Sarkozy pendant que l'entité sioniste accentue en ce moment ses manœuvres d'agression contre le Liban, défiant ainsi la communauté internationale et sa chère résolution dite "1701" ?

29 Août 2008

Raymond RICHA

## 5-2 Analyse de Sami Aburoza : La logique trompeuse de « la paix par l'économie »

---

## 5-2 Analyse de Sami Aburoza : La logique trompeuse de « la paix par l'économie »

La création de l'Autorité palestinienne (AP) a détourné la majeure partie de l'énergie des Palestiniens des tâches classiques et essentielles d'un mouvement de libération, vers une concurrence interne pour des positions de « gouvernement ».

Salam Fayyad, premier ministre auto-désigné de l'AP de Ramallah, contemple le mur d'Apartheid à Qalqilya en Cisjordanie sous occupation - Photo : Khaleel Reash/MaanImages

Je suis souvent frappé par ce terrible contraste entre les sommes infinies de conseils et de recommandations prodiguées par les acteurs et les « experts » internationaux omniprésents dans l'aide fournie aux Palestiniens pour améliorer leur situation, et l'absence d'actes, de réactions ou de prises de mesures de la part de ces mêmes

acteurs face à l'incroyable brutalité, étalée au grand jour, de la politique coloniale d'Israël. Ce qui est le plus troublant — en dépit de l'asymétrie évidente entre les deux parties en conflit — est le fait que ces personnes qualifient de la même façon les actions des deux côtés comme soit fausses soit bonnes, les 50% du bon côté de la balance équilibrant les 50% du mauvais côté, le tout aboutissant à un résultat nul, comme s'il s'agissait d'une simple équation, juste une affaire d'arithmétique.

Cette approche « équilibrée » — décrite avec éloquence comme une escroquerie tout à fait nocive par le défunt intellectuel palestinien Edward Saïd — semble s'intégrer dans une plus large tendance à redéfinir les moyens et les objectifs pour une résolution du conflit (ou une gestion du conflit ?) dans le cadre de ce jeu à somme nulle entre Israël et la Palestine. La logique qui sous-tend cette tendance de la communauté internationale (et de l'élite palestinienne par extension) — et que j'appellerai « la paix par l'économie » [peaceonomics] — est assez limpide : les causes politiques fondamentales sont trop complexes et dangereuses à manipuler pour s'y attaquer et notre implication jusqu'ici n'a en rien amélioré la situation sur le terrain, aussi avons-nous décidé de remodeler notre intervention, de reformuler la réalité et de réarranger les étapes de ce qui serait un processus de résolution du conflit.

Substituer aux moyens diplomatiques --- qui permettraient de s'adresser aux principales forces dans le conflit et de trouver une solution --- des tâches qui normalement devraient succéder au conflit --- comme la mise en place d'institutions et la capacité de se développer dans toutes les sphères possibles de la vie --- est devenu de plus en plus à la mode, alimentant et soutenant l'illusion d'une contribution à un réel progrès. Pire encore, la question de la Palestine a été reformulée à plusieurs reprises comme étant une question humanitaire, économique et institutionnelle, plutôt qu'un problème national. En outre, la création de l'Autorité palestinienne (AP) a détourné la majeure partie de l'énergie des Palestiniens des tâches classiques et essentielles d'un mouvement de libération, vers une concurrence interne pour des positions de « gouvernement » à l'intérieur de structures vides de pouvoir mais soutenues à bout de bras par des financeurs externes. Par conséquent, n'importe quelle stratégie imaginable pour l'autodétermination est ossifiée et remplacée par toutes sortes de « projets » pour des cantons palestiniens qui se réduisent rapidement à l'état de fragments. De façon tout à fait ironique, les Palestiniens construisent leurs propres prisons, et de l'intérieur.

Ces 15 dernières années les « preneurs de décision » palestiniens ont enfermé leur propre peuple dans une situation à la Sisyphé : leur poursuite d'un plan de développement économique et institutionnel aux dépens des stratégies classiques de libération a inévitablement mené à une base territoriale toujours plus réduite, à plus de dépendance à l'égard de l'aide externe et à une tension politique interne sans précédent. Tous les espoirs pour la libération de la Palestine ont été enterrés sous les milliards des contribuables de l'Union Européenne et des Etats-Unis, atrophiant la volonté et la capacité de l'élite palestinienne à admettre les échecs passés, bloquant toute tentative de tirer le bilan d'une stratégie nationale qui a échoué et de redéfinir cette dernière en toute indépendance. En conséquence, la Palestine est devenue un laboratoire pour les innombrables médecins spécialisés dans l'art de résoudre les conflits par la « peaceonomics ».

L'adoption et la défense de la « peaceonomics » par les instances internationales comme locales rappelle le conte des *Habits Neufs de l'Empereur*. Dans le contexte du conflit israélo-palestinien, l'amère constat possible est le manque de courage dans la communauté des diplomates et des financiers, aussi bien que parmi leurs contreparties palestiniennes, pour dire la vérité flagrante à l'empereur. Finalement, la « peaceonomics » est un outil psychologique impressionnant détournant l'attention et l'énergie des vraies forces à l'origine du conflit : l'expansion territoriale israélienne dans les territoires palestiniens et leur dissection par un contrôle complet de la population palestinienne en augmentant la structure de l'occupation (par exemple le mur, le tramway [à Jérusalem], de nombreuses routes séparées etc...) abandonnant un bout de territoire, réduit si ce n'est contigu et un peu significatif, aux ambitions politiques étriquées des Palestiniens.

Les déclarations du président américain George W. Bush et de l'ancien et actuel premiers ministres britanniques Tony Blair et Gordon Brown se sont concentrées sur l'amélioration de la vie des Palestiniens et le renforcement de leurs institutions, prétendant que cela créera « un climat politique plus favorable à la paix. » Même Salam Fayyad le premier ministre désigné de l'Autorité palestinienne a affirmé qu'il établirait « un état sous occupation. » Mais tant que l'autodétermination sera subordonnée à des demandes d'auto-pacification, même un Fayyad apparemment si malin sera plongé dans le brouillard de la déception.

L'élite palestinienne des « preneurs de décision » représentée par l'AP et ses partisans, semble avoir accepté l'idée d'un échec de la lutte pour l'autodétermination et ne conçoit pas d'autre option que de céder à la réalité de l'emprisonnement. Par conséquent, l'AP a fonctionné davantage comme une autorité de pacification (ce qui était pour beaucoup le but initial tel que défini dans les Accords d'Oslo rédigés par Israël) imposant à son propre peuple de « se comporter correctement » en dépit des politiques israéliennes qui ont pour effet d'éloigner toute possibilité d'émancipation pour les Palestiniens.

L'investissement et l'activité économique dans les territoires palestiniens exigent une stabilité s'appuyant sur des relations non conflictuelles sur la question des frontières comme avec les Israéliens en général. Mais cette « stratégie de stabilité » est conçue de façon à ne pas gêner les Etats-Unis et Israël et les constants appels au calme sont incompatible avec l'expérience des luttes de libération comparables, toutes ces luttes ayant poursuivi une stratégie visant à rendre une situation injustement imposée, administrativement et moralement incontrôlable pour l'entité colonisatrice ou occupante. Les principales méthodes utilisées étaient des stratégies à long terme de désobéissance civile et de non-coopération articulées à une communication forte et efficace en même temps qu'à de fortes initiatives au niveau diplomatique. Ces deux stratégies exigent un appui interne et une unité de la population colonisée et occupée plutôt que de se contenter d'attendre des communiqués et de suivre des

processus trompeurs et cyniques dissimulés derrière des euphémismes (« processus de paix, » « sécurité, » « développement économique, » etc.) utilisés par les Etats-Unis, l'Union européenne, et Israël.

Tandis qu'il n'y a aucune « meilleure pratique » pour des stratégies d'autodétermination, quatre étapes de base peuvent être extraites de situations historiques comparables :

En premier lieu, se réattribuer le droit de définir sa propre cause et sa propre stratégie et écarter énergiquement la logique de Sisyphe de la « peaceonomics » est un bon début. Il est certain que la question palestinienne est imbriquée dans les luttes de pouvoir au niveau géopolitique, ce qui laisse très peu d'espace pour manœuvrer un bateau fragile. Cependant, sans s'arrêter à cette malchance, une des clés à utiliser pour faire avancer une cause est d'utiliser tous les moyens diplomatiques possibles — politiques, économiques et légaux — par opposition au fait de jouer toutes ses cartes sur l'éventualité d'un revirement d'un maître de toute façon impitoyable. Par essence, l'effet d'une diplomatie est liée à sa force, et non pas à la sympathie qu'elle inspire.

En second lieu, afin de gagner cette influence, l'attention des médias doit être orientée vers les racines à l'origine du conflit plutôt que sur les conséquences inévitables dans l'espace politique et social palestinien aujourd'hui fracturé. Est-ce trop gênant pour l'élite de l'AP d'organiser une marche sur Jérusalem avec son blocage prévisible au point de contrôle de Qalandiya, lequel est placé profondément en territoire palestinien ? Imaginez la puissance de l'image du président Mahmoud Abbas pointant du doigt le mur de huit-mètre de haut avec une expression d'une absolue incrédulité tandis que les soldats israéliens et les gardes de sécurité privés pointent leurs armes en direction des participants rassemblés. Imaginez Abbas posant, devant les caméras de CNN et de la BBC, la simple question, qui est à l'esprit de chaque Palestinien et chaque diplomate un peu conscient : « Comment puis-je construire un état avec ce mur qui le découpe en petits morceaux ? Comment quiconque pourrait le faire ? ». Se plaindre indéfiniment derrière des portes closes lors de réunions avec des représentants internationaux est futile. Un mouvement d'autodétermination démontre qu'il dispose d'une direction et il gagne sa force pour négocier réellement en mobilisant et en motivant sa population afin d'attirer l'attention internationale sur les principaux obstacles s'opposant à tout progrès. La règle évidente pour communiquer est : « ne pas parler, mais montrer ! » À cet égard, les succès partiels des fortes protestations contre le mur à Bil'in et à Nil'in sont des leçons sur lesquelles il faut s'appuyer.

Troisièmement, prétendre être des « hommes d'état sans état » a permis à l'élite palestinienne d'escamoter une honnête évaluation de la dure réalité de la condition palestinienne. Le thème de « la construction d'un état palestinien » a été abusivement utilisé comme écran de fumée par le gouvernement israélien, la communauté internationale et les officiels de l'AP pour détruire toute possibilité d'en construire un réellement. Indépendamment de son ultime expression politique, avancer vers la liberté doit être le critère dominant et la priorité pour n'importe quel type d'engagement au niveau international en Palestine comme vis-à-vis de l'extérieur. Et les Palestiniens sont les seuls à en décider.

En conclusion, lancer un débat politique plus ouvert et plus fondamental en Palestine aboutirait à un éventail d'options diplomatiques. Un peuple apatride et fragmenté, exclu des décisions et des discussions cruciales concernant son propre destin sait très bien que son exclusion délibérée est due à la crainte de l'élite palestinienne de devoir admettre ses échecs passés et de faire son autocritique. Maintenir une culture favorisant la discussion dans l'espace politique palestinien redonnerait de l'énergie au camp politique laïc qui tend à disparaître et augmenterait la cohésion sociale et politique si nécessaire.

La « peaceonomics » est étonnamment efficace pour ce qui est d'aveugler les deux acteurs internationaux et leurs contreparties palestiniennes. Elle agit comme tranquilisant pour l'élite palestinienne et la communauté internationale, embellissant et aseptisant les conséquences de l'occupation israélienne plutôt que de concentrer toute l'énergie possible sur la façon dont cette occupation peut être contestée et finalement battue. Si les Palestiniens sont les plus importants destinataires de l'aide étrangère par habitant dans le monde, pourquoi le chômage et les indices de pauvreté ont-ils atteint des niveaux sans précédent ces dernières années ? Alors que se déplacer dans les Territoires Palestiniens est devenu presque insupportable et impossible vu le nombre élevé de checkpoints permanents et le système compliqué pour être identifié et obtenir un laissez-passer, la vie des Palestiniens peut-elle vraiment s'améliorer derrière des murs de béton entourant les principales villes palestiniennes ? Comment une libération tous les 6 mois d'environ 200 prisonniers sur un total de 11000 Palestiniens enfermés dans les geôles israéliennes pourrait-elle « renforcer la popularité des modérés » alors qu'Israël en kidnappe le même nombre en seulement un mois ? Qui tire bénéfice des millions de dollars américains destinés à des programmes de mise en place de forces de sécurité palestiniennes alors que les militaires israéliens entrent à n'importe quel moment dans n'importe quelle ville palestinienne et tuent en toute impunité ?

A quoi cela sert-il de vouloir rendre administrativement plus efficace le ministère de la Santé de l'AP alors que les gens ayant besoin de soins médicaux urgents meurent aux checkpoints israéliens, n'étant pas autorisés à traverser et à suivre un traitement à Jérusalem ?

Je me demande vraiment combien il faudra d'enfants palestiniens pour dire à l'empereur qu'il est complètement nu.

**Sami Aburoza**

**Sami Aburoza** est diplômé de l'Université de Harvard et il est un des cofondateurs de l'ISL (Institute for Strategy and Leadership), une agence consultative en stratégies. L'ISL a pour but d'organiser des dialogues par nature problématiques et de stimuler plus de débats concernant les stratégies diplomatiques palestiniennes.

## 5-3 Analyse d'un palestinophile français : Le futur des Palestiniens.

La primauté de l'éthique

Je précise d'entrée que je trouve intellectuellement surprenant et profondément irréaliste, tout à la fois, et la solution « pour l'éternité » de deux états, dont un de plus en plus mythique « véritable » état palestinien que d'aucuns jugent devenus territorialement parlant impossible, et la solution d'un état binational. Et évidemment totalement immoral et « inéthique » (contraire à l'éthique élémentaire), la solution sioniste s'il en est d'un état israélien sur toute la « Palestine historique », ça va de soi. Mais malheureusement les plus ou moins vieilles analyses habituelles sur le thème « un ou deux états » d'où qu'elles viennent, souffrent de trois défauts au moins. Qu'elles soient le fait de ceux qu'on pourrait appeler des sionistes pacifiques qui paradoxalement veulent la justice pour les Palestine et le maintien définitif de l'état israélien, ce qui est incompatible, ou le fait d'anti-stato-israélites qui sont pour un état palestinien sur toute la Palestine historique ... (au moins) à l'Ouest du Jourdain. Même si détronner l'arrière-petit-fils du traître à la cause arabe et palestinienne, l'ex-chef de tribu Abdallah Ier, et créer une république palestinienne jusqu'à la limite est de la Jordanie couvrirait la vraie Palestine historique dite mandataire et réintégrerait en Grande Palestine de nombreux « Jordaniens » natifs ou fils de natifs de la Palestine de l'Ouest du Jourdain.

Le premier défaut de biens des argumentations, c'est qu'elles disent souvent et répètent « Les Israéliens juifs ne voudront jamais ceci ou cela ... ». Alors qu'on nous a encore sorti fin Août 2008 un sondage basé sur quatre cents interrogés. Comme si, outre la non crédibilité des sondages, outre le fait qu'il n'y a pas de nationalité israélienne, ces citoyens d'un état artificiel - toujours sans constitution et sans frontières internationalement reconnues - étaient unanimes et monoblocs. Alors qu'ils sont de cultures, de niveaux de vie, de motivations ou de perte de motivations et même de religions très différentes, peut-être bien plus proportionnellement au fait de leur seulement soixante ans d'existence que d'autres pays où on émigre. A commencer au départ, dès avant 1948 et juste après, par le mépris des Ashkénazes envers les Séfarades ( ce « matériel humain ») qui n'est pas encore totalement disparu. Bref un pseudo peuple artificiel de Juifs s'il en est, ne représentant même pas la majorité des Juifs ou se pensant tels de la planète, donc ne représentant pas plus la majorité du peuple juif que le CRIF ne représentant en France la majorité des Juifs français. Car alors que peu de gens, sinon personne, n'est tant capable de savoir de quelle nationalité était, de quelle religion était et que pensait l'arrière-grand-mère de l'arrière grand-mère de son arrière-grand-mère, les Israéliens juifs, eux, apparemment le peuvent. Alors que, en Israël comme ailleurs, la majorité des immigrés le sont par intérêt économique égoïste et nullement par estime du pays ou de sa philosophie supposée. Et alors que la majorité des Juifs européens ou autres n'a pas jugé vitale pour sa sécurité et son bien-être de faire son alyia (retour au soi-disant pays des aïeux) juste après la dernière guerre 39-45 ou plus tard. Et alors encore que plus de Juifs sont morts violemment en Israël que partout ailleurs depuis 1945.

Le second défaut de bien des argumentations sur le thème « un ou deux états », c'est de faire l'impasse sur la quasi-impossibilité psychologique absolument normale et justifiée pour les « Palestiniens d'au-delà de la ligne verte pour le moins », de cohabiter, du jour au lendemain, avec les occupants et autres tortionnaires de la veille au soir. Surtout, même si on ne regarde pas la télé et ne consulte pas Internet, vu la spécificité exceptionnelle du service militaire israélien où on est, pendant vingt-cinq ans, un militaire en permission dix à onze mois de l'année, donc plus ou moins acteurs, complices ou témoins des exactions quotidiennes. Sauf les courageux refuzniks et, jusqu'à un certain point, ceux qui refusent de servir au delà de la « ligne verte », très mal dite frontières de 1967, alors qu'il faudrait parler de celles de 1949 ; sans même utiliser le mot de frontières puisque ça n'en était pas vraiment aux dires même des sionistes qui visaient toujours, comme encore maintenant, au minimum le Jourdain. Voire au-delà ; selon leur conception de l'Eretz Israël, comme le disait encore la brute Sharon en fin d'une préface d'un ouvrage publié par Paris-Match en 1988. En rappelant que pour ce qui est de l' « affection » que pourraient porter les Palestiniens aux « ex-soldats » israéliens, ils leur seraient difficile d'oublier, entre autres, la consigne du chef d'état-major Itzhak Rabin, auquel on a un peu vite donné un prix Nobel de la Paix « *Briser leur les bras et les jambes* ».

Le troisième défaut de bien des argumentations sur le thème « un ou deux états », c'est la non prise en compte du fait que cet état ethnique raciste est génétiquement (les fondements contradictoires du sionisme et des pratiquants de plusieurs des judaïsmes, etc..) et congénitalement (les agissements inadmissibles des années 1947-49, avant tous les autres) totalement illégitime, parce que totalement contraire, depuis plus de cent ans, à l'éthique élémentaire et à l'humanisme rudimentaire. Et l'utopie n'étant pas où on pense, l'irréalisme, c'est de s'asseoir sur l'éthique, car quand l'éthique est méprisée, la déchéance morale suit, et il n'y a plus de limites. Et c'est ce qui se passe en Israël que déplore un certain nombre de philosophes juifs israéliens ou non quelle que soit la solution qu'ils préconisent On le constate dans d'autres pays aussi et d'autres contextes encore que lorsqu'on s'assoit sur l'éthique, c'est le début de la fin.

Et c'est bien de cette illégitimité génétique et congénitale dont il faudrait quasi prioritairement, avant même d'aller courageusement en Palestine comme bouclier humain, convaincre un maximum de vecteurs d'opinions et de décisions des « grandes puissances », y compris, si possible, les plus ou moins lâches politiciens, qui croient encore parfois sincèrement qu'Israël est l'agressé, alors qu'il est l'agresseur ; ce que reconnaissait le fanatique

despote Ben Gourion lui-même quand il déclarait : « *Ne nous cachons pas la vérité.... Politiquement nous sommes les agresseurs et ils se défendent. Ce pays est le leur, parce qu'ils y habitent, alors que nous venons nous y installer et de leur point de vue nous voulons les chasser de leur propre pays* » ". Ce « grand homme » n'avait-il pas déclaré lors d'un congrès sioniste en 1937 que « *tout État Juif proposé aura à transférer les populations arabes hors de la région, si possible librement de leur propre volonté, sinon par la contrainte.* ». On a tous les droits quand on est juif ?

Et il importe aussi d'ailleurs de déniaiser les ignorants croyant que la Shoah a beaucoup affecté les fondateurs d'Israël une fois informés, alors que, déclarations radicales authentiques à l'appui, ils s'en sont désintéressés, voire ont facilité son importance ; avant de s'en servir hypocritement pour susciter de la compassion et/ou de la culpabilité très rémunératrices, soit pour l'état, soit pour des profiteurs particuliers. Il y a même les rabbins d'un des judaïsmes (car il soit être clair qu'il y en a plusieurs qui dénoncent explicitement cette réalité historique. Sachant pour ceux qui invoquent ou révère la légitimité biblique, que le judaïsme initial est le fruit de l'imagination politicienne de lévites (prêtres) de la tribu de Juda au V<sup>e</sup> siècle avant notre ère, et pas la religion d'Abraham, de Jacob ou de Moïse, si seulement ils existèrent, ni même celle du roi David qui ne battit pas Goliath, mais exista vraiment lui, mais ne fut probablement pas aussi grand qu'on nous l'a fait croire, tout comme Salomon et sa reine de Saba.

Quoiqu'il en soit, la seule stratégie et solution réalistes, parce que les seules éthiques, ce qui implique l'exclusion de toute autre, c'est, en un premier temps, en une première de deux étapes, après un traité de non agression mutuelle le plus vite possible, de revenir aux frontières - incluant donc Jaffa - de l'insensé texte de la résolution 181 de l'ONU du 29 novembre 1947 qui n'était qu'une recommandation et pas une prescription à exécuter comme le laisse vicieusement entendre les sionistes . Une résolution/recommandation que refusèrent bien évidemment et légitimement et logiquement les Palestiniens déjà quelque peu organisés « nationalement » et, la totalité des états arabes, certains pour des raisons troubles. Un temps de transition cicatrisante qui permette aux Palestiniens survivants - souvent déshumanisés, sauf les collabos et les profiteurs, - de vivre d'abord dans un état digne de ce nom, souverain, « démocratique », indépendant, laïque, écologiquement et économiquement viable. Avant, ensuite dans un second temps, dans une vingtaine d'années donc, le temps d'une génération, de réunir tous les habitants de la Palestine historique sous le drapeau actuel et dans un état palestinien. Avec octroi effectivement très généreux (ne serait-ce que vu la dette de sang) aux ex-Israéliens juifs qui le voudront d'une carte de citoyens de nationalité palestinienne vraiment à part entière. Ou à la limite d'une carte de résident avec des droits raisonnables bien définis. Sachant que probablement la majorité des Juifs israéliens racistes et souvent religieusement fanatiques préférera l'émigration dans des pays qui accepteront le risque d'accueillir des gens qui, de plus en plus, n'ont plus d'humain et de sensé que l'apparence. Des « sauvages » qui tirent des Palestiniens comme d'autres des pigeons.

Tout ce qui peut être décidé de transitoire à propos de la Palestine ne sera jamais une concession israélienne mais bien palestinienne. Parler de deux nations et donc d'état bi-national est inconséquent, car il ne peut y avoir logiquement et psychologiquement, voire juridiquement, deux nations, ni deux nationalités au sein d'un seul état et de ses frontières. Sachant que tout Israélien qui ne s'est pas battu de l'intérieur contre la persistance de cet état ethnique criminel est peu ou prou complice de tous les crimes d'expropriations, de spoliations, d'expulsions, puis complices des crimes d'occupation. Alors que vue l'énorme disproportion des forces et armements en présence, il est totalement inapproprié et antididactique de parler de « crimes de guerre ». Ce sont des crimes d'occupation « presque » plus graves.

Mais, alors que Yasser Arafat fut loin d'être clair et moyennement irréprochable, voire admirable, ce réaliste objectif pacificateur basé sur l'éthique élémentaire, en deux temps donc, n'est possible que si, avant le reconnaissance internationale d'un état admissible à la tristissime ONU, on régénère l'OLP. Car cet organisme n'est actuellement plus du tout représentatif des forces vives palestiniennes de la Palestine historique et évidemment émigrée. Il est vital qu'on remplace « démocratiquement » les collaborateurs profiteurs illégitimes de la pseudo autorité palestinienne par une génération plus jeune, ce qui n'est évidemment pas évident. Avec non seulement les légitimes représentants d'un Hamas (pas plus monolithique que d'autres partis dans le monde), mais encore avec les leaders auxquels beaucoup de Palestiniens, la jeune génération en particulier, font confiance que sont Marwan Barghouti, Mustapha Barghouti et Omar Barghouti ; sans dénier évidemment le droit d'être représentés au FPLP et au FDLP, s'ils ne fusionnent pas par tactique électorale.

Peu importe qu'Israël, aidé par ses puissants groupes de pression, dont la formidable AIPAC, ait fait l'objet écrit ou non d'une lâche « reconnaissance de la communauté internationale », peu importe que son existence soit pour tous une réalité reconnue, même par le Hamas, à la grande différence de son droit d'exister. Il n'est pas question de jeter les Juifs à la mer ou de les expulser comme ils firent, eux, les envahisseurs, sans état d'âme ou presque, sauf une minorité de Juifs non fanatiques peu connue, avec les autochtones légitimes. Il n'est pas question de rayer les Juifs de la carte, mais seulement, à terme le plus proche possible, l'état ethnique raciste. Oui, mille fois oui, car c'est un cancer sur la face de l'humanisme.

Encore une fois, il s'agit de respecter réalistement l'éthique, la seule valeur humaine sûre dans ce cas. Alors qu'il est relativement aisé, si on s'y efforce avec des mots pesés et des connaissances historiques suffisantes, de démontrer, au moins aux vecteurs honnêtes d'opinions et de décisions des grandes puissances non directement impliquées, à défaut de la majorité des Juifs de la planète et de ceux d'Israël, qu'absolument tous les pseudo-arguments mythiques, artificiels et racistes de légitimité avancés par les sionistes depuis toujours ne résistent pas quinze minutes à une analyse honnête.

Alors que pour ce qui est de constituer, comme évoqué en introduction, assez logiquement une république « démocratique » laïque souveraine de la Grande Palestine incluant donc la Jordanie actuelle, économiquement et écologiquement bien plus rapidement viable encore, qui ne serait que justice (vu la composition majoritaire de la population), il faut d'abord commencer par le commencement et, parallèlement, semer cette idée dans la tête des Néo-jordanais qui seraient évidemment à consulter. Mais de toutes façons, si Dieu le veut, que l'éthique triomphe au plus vite.

Un palestinophile français

---

## 5-4 Fadlallah : La France est probablement plus fidèle à Israël qu'à ses propres intérêts.

Pour Sayyed Mohammed Hussein Fadlallah, depuis l'arrivée au pouvoir du Président Nicolas Sarkozy, le gouvernement français semble probablement « plus fidèle à Israël qu'à ses propres causes et intérêts »...

Fadlallah a également critiqué « le fait de poursuivre et de traquer les **journalistes français qui critiquent Israël** d'une façon ou d'une autre ».

« Il est remarquable que **la France sarkozyste** invente de nouveaux procédés dans sa **répression de la presse**, en punissant ces plumes libres pour des raisons disciplinaires ou administratives qui ne sont en fait que des prétextes. Ce fut le cas dernièrement avec le rédacteur en chef de **RFI**, Richard Labeviere. Elle veut ainsi prouver à Israël qu'elle a surpassé ses prédécesseurs lorsqu'il s'agit de mettre à pied les symboles de la presse libre dans le pays, d'une façon qui n'a sa pareille que dans les régimes dictatoriaux et répressifs », a-t-il ajouté.

« Dès le début, nous avons le pressentiment qu'un Chef d'Etat qui se dit fier d'être l'ami fidèle d'**Israël**, et qui y voit même le miracle du XXème siècle, aura inévitablement une conduite s'inscrivant dans le cadre de l'appui politique à cette entité, qui représente véritablement un miracle démoniaque, criminel et terroriste, à en juger par ses **crimes et exactions à l'encontre des Palestiniens, des Libanais**, des Egyptiens et d'autres encore. Mais nous pensons que **la France** saura sauvegarder un minimum de décence et de tact dans son approche des questions liées, avant toute chose, aux principes de sa révolution, en tête desquels la **liberté d'expression**. [Nous pensons que] la France ne prendra pas de risques à ce point-là en oeuvrant à réprimer sa propre personnalité nationale au profit d'une entité qui incarne l'apogée de l'injustice car elle viole les droits de l'Homme, pousse tout un peuple à l'exode, et tue, de sang froid, des milliers et des milliers de ses femmes, enfants et personnes âgées », a-t-il lancé par la suite.

Et d'ajouter : « Nous remarquons que **la France, à travers son gouvernement actuel, commence à mettre en péril sa réputation médiatique et politique**, ainsi que l'histoire de plusieurs de ses symboles en matière de respect des droits de l'Homme et (de défense) de la liberté, de l'égalité et de la justice, **au profit de la réputation d'Israël**. Elle ne poursuit plus uniquement les gens accusés d'antisémitisme : elle est passée aux premières loges en faisant appel à des procédés politiques qui assiègent directement la liberté d'expression, pour confirmer sa **loyauté aveugle envers Israël**. Et elle fait fi de tout mouvement arabe ou islamique qui s'y oppose, probablement parce qu'elle voit le monde arabo-musulman sous un angle très restreint, ou parce qu'elle considère qu'il est en proie au déséquilibre et à l'asthénie. Les causes qu'il défend n'ont donc pas leur place dans la mémoire politique française, et aucun respect n'est dû aux quelque 7 millions d'Arabes et de Musulmans qui portent la nationalité française »... (VN)

Source : AN NAHAR (Liban)

2 septembre

<http://indigenes-republique.org/spip.php?article1578>